



**« Cérémonie d'hommage aux morts pour la France de la guerre d'Algérie et des combattants du Maroc et de la Tunisie »**

**Jeudi 5 décembre 2024**

**Discours de M. Thierry LAGNEAU**

**Maire de Sorgues, Vice-président du Conseil départemental de Vaucluse**

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires,

Mesdames et Messieurs les représentants des associations d'anciens combattants, résistants et déportés,

Messieurs les porte-drapeaux,

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, la France se rassemble pour rendre un hommage solennel à toutes celles et ceux qui ont sacrifié leur vie pendant la guerre d'Algérie, ainsi que lors des combats au Maroc et en Tunisie.

Entre 1952 et 1962, des dizaines de milliers de jeunes Français ont été appelés ou se sont engagés pour servir sous les drapeaux, souvent dans des conditions éprouvantes, et loin de leurs familles.

Ils portaient l'uniforme avec fierté, mais aussi avec la conscience des lourdes responsabilités qu'implique le service de la Nation.

Aujourd'hui, nous nous souvenons des souffrances qu'ils ont endurées, des vies brisées, et des familles endeuillées.

Nous pensons également à tous ceux qui, revenus de ces conflits, ont dû porter les cicatrices, visibles ou invisibles, de ces années tourmentées.

Ces hommes et ces femmes, témoins d'une époque complexe, méritent notre admiration et notre gratitude.

Il convient de souligner que la guerre d'Algérie, bien qu'ayant profondément marqué des millions de vies, n'a pas toujours été reconnue en tant que telle.

Ce n'est qu'en 1999, à l'issue d'un long processus marqué à la fois par des décennies de débats houleux, de controverses historiques et de périodes prolongées de silence, que la République française a finalement décidé de reconnaître officiellement le terme même de "Guerre d'Algérie".

Avant cette reconnaissance, ce conflit était souvent désigné par des euphémismes tels que les "événements d'Algérie", un choix de terminologie qui reflétait la difficulté politique d'assumer pleinement la nature violente de cette guerre.

Cette reconnaissance tardive est le reflet des blessures profondes laissées par ces tragiques événements, tant dans les mémoires collectives que dans les récits individuels.

Elle souligne aussi combien il est difficile, mais essentiel, de regarder l'Histoire en face. Les silences de cette époque nous rappellent notre responsabilité : celle de préserver la vérité historique, sans omission ni déni.

Mais cet hommage va au-delà des faits de guerre. Il est un appel à construire une société tournée vers la paix et le dialogue.

Les tragédies du passé doivent éclairer notre présent et notre futur. Elles nous rappellent que la paix est précieuse, qu'elle ne va jamais de soi, et qu'elle requiert un engagement constant.

À travers cette cérémonie, nous honorons non seulement les morts pour la France, mais nous affirmons également notre volonté de transmettre leur histoire aux générations futures.

La mémoire est une passerelle entre le passé et l'avenir, et il appartient à chacun de nous d'en être le gardien.

Permettez-moi enfin d'avoir une pensée particulière pour les harkis et tous les supplétifs de l'armée française, qui ont combattu avec courage et loyauté.

Leur histoire, marquée par des drames humains, fait partie intégrante de notre mémoire collective et de notre devoir d'hommage.

En ce 5 décembre, nous nous inclinons devant les sacrifices de ces hommes et de ces femmes.

Que leur mémoire vive dans nos cœurs et continue d'inspirer nos actions en faveur de la paix et de la réconciliation.

Vive la République, vive la France, vive Sorgues !